

## LES VOIES DE LA RESTAURATION CAPITALISTE : l'exemple yougoslave

L'analyse de la société yougoslave se prête particulièrement à des déformations subjectives. Selon que l'on isole tel ou tel élément qui la caractérise, ou selon qu'on se penche de façon statique sur telle ou telle période, on peut aussi bien « démontrer » que le capitalisme y est restauré ou qu'elle est fort proche du socialisme... Les différences entre la Yougoslavie et les pays de l'Europe de l'Est sont évidentes et méritent qu'on les étudie. Pourtant il est possible de tirer de l'expérience yougoslave des enseignements qui illustrent parfaitement l'approche théorique que nous (1) faisons de l'URSS et des sociétés de même nature. La Yougoslavie obéit en effet aux mêmes caractéristiques générales de « *société de transition entre le capitalisme et le socialisme* » (1 bis) : celles de ne plus être capitaliste, sans être socialiste, celles d'avoir des rapports de production instables, combinaisons hybrides d'éléments de divers modes de production. Elle est en même temps une formation sociale qu'il faut analyser dans son histoire différente. Celle-ci est à la fois marquée par les répercussions internationales de la dégénérescence stalinienne, et par les caractéristiques nationales de la révolution yougoslave. C'est cet ensemble de facteurs qui permet de comprendre les traits propres à la bureaucratie yougoslave, bureaucratie ouvrière comme celle des autres Etats de l'Europe de l'Est, mais dont les rapports aux masses ont été marqués par

---

(1) Ce « nous » n'a rien de littéraire mais implique les acquis collectifs de la IV<sup>e</sup> Internationale, entre autres l'apport de Mandel.

(1 bis) Telles que les a précisées Ernest Mandel dans l'interview reproduite dans ce numéro.

la révolution qu'elle a dirigée. L'exemple yougoslave va nous permettre d'illustrer certaines contradictions que l'on retrouve dans les autres sociétés de transition post-capitalistes et bureaucratiques (2) pour mieux comprendre en particulier les voies possibles de la restauration capitaliste. En même temps, il faut être conscients ces conséquences réelles introduites par les différences historiques d'un pays à l'autre et qui font que l'exemple yougoslave n'indiquera que des tendances et ne se reproduira pas tel quel.

## **Une société de transition entre le capitalisme et le socialisme**

Des formes de combinaisons du marché et du plan sont d'infinies variétés. Ce qui est commun aux sociétés de transition post-capitalistes c'est que ces combinaisons hybrides se développent après un saut qualitatif par rapport au mode de production capitaliste et selon une toute autre logique : les nationalisations des principaux moyens de production n'y ont pas été (comme dans les pays capitalistes) un moyen conjoncturel de soutien à des secteurs « déficitaires » c'est-à-dire ne réalisant pas un profit moyen suffisant pour rester « rentables » pour des capitalistes ; elles n'ont pas été un moyen pour économiser au secteur privé les coûts en énergie, infrastructure et transports ; elles n'ont pas été non plus des mesures conjoncturelles de certaines bourgeoisies nationales de pays sous-développés où l'Etat a pris en charge un minimum d'industrialisation pour ensuite restituer les secteurs nationalisés aux capitalistes individuels.

Si l'on analyse qui a réalisé les nationalisations, quels secteurs elles ont touchés, dans quel rapport au capitalisme mondial elles se sont maintenues et ce qu'il en est advenu, le bilan est très clair : les nationalisations des principaux moyens de production ont été réalisées dans tous les Etats de transition post-capitalistes pour échapper aux lois de développement et d'accumulation du marché capitaliste mondial ; elles ont représenté une expropriation durable de la bourgeoisie ; elles ont permis de développer une planification — quel qu'ait été par ailleurs le coût social très grand de son caractère bureaucratique — qui a sous-tendu une logique d'accumulation différente de celle des pays capitalistes. Elles n'ont pas fait pour autant de ces pays des sociétés socialistes ; et la cristallisation d'une bureaucratie usurpant aux travailleurs le pouvoir réel est devenu l'obstacle principal pour la réalisation de rapports de production socialistes. Il en est résulté une fragilité d'autant plus grande de ces sociétés au danger de restauration capitaliste dont non seulement la bureaucratie est responsa-

---

(2) En particulier celles de la réforme économique dont l'article de Sandor rappelle les caractéristiques, dans ce numéro.

ble, mais dont toute une partie d'entre elle est y compris porteuse. C'est ce qu'explique l'article sur la réforme économique et la classe ouvrière soviétique. C'est ce que veut illustrer le présent article à partir de l'exemple yougoslave où ce danger de restauration capitaliste a été le plus avancé. La façon même dont ce danger s'est manifesté prouve fort bien : 1) les caractéristiques extrêmement instables des rapports de production de cette société ; 2) les sauts qualitatifs qui doivent s'opérer pour qu'il y ait à nouveau domination d'un mode de production capitaliste. Nous verrons que ce seuil critique n'a pas été franchi en Yougoslavie. (3)

## Dans quel contexte la réforme fut-elle introduite en 1965 ?

Comme pour toutes les sociétés de transition post-capitalistes, la prise du pouvoir aux lendemains de la révolution yougoslave permettait seulement de poser les premiers jalons de nouveaux rapports de production par la nationalisation de tous les moyens de production, du commerce, des banques et l'institution du monopole d'Etat sur le commerce extérieur (4). La rupture avec Staline a signifié l'arrêt immédiat de toute aide, voire de tout rapport économique avec les « grands frères » devenus ennemis. La mobilisation révolutionnaire a détourné les éventuels envahisseurs de la tentation d'intervenir militairement. En outre, pour les bourgeoisies européennes, le contexte de l'après-guerre, leur affaiblissement considérable, et l'intérêt pour elles de soutenir un élément de discorde au sein du camp adverse jouèrent également dans le sens d'une non intervention contre le jeune Etat yougoslave. L'aide économique des bourgeoisies lui fut largement dispensé moyennant des contreparties politiques réelles quant aux prises de position internationales des dirigeants titistes (neutralité face au conflit coréen, arrêt de l'aide aux révolutionnaires grecs...). Par contre, ils n'ont en rien cédé à la remise en cause profonde des rapports de production capitalistes dans le pays même.

Les caractéristiques de l'économie yougoslave jusqu'en 1965, quand la réforme fut introduite, étaient en gros les suivantes :

● **Un secteur privé** existant dans l'agriculture et l'artisanat : depuis la décollectivisation des années 50, 85 % des terres sont privées. Mais si les dirigeants yougoslaves sont restés depuis lors hostiles à toute collectivi-

---

(3) Cf. l'article de *Critique de l'économie politique* : « Yougoslavie, capitalisme ou socialisme » dans le n° 7-8 en 1972 qui analysait les premières réactions sociales aux effets négatifs de la réforme économique.

(4) La collectivisation des terres fut également décidée sur un mode stalinien, c'est-à-dire forcée. Les dirigeants titistes firent rapidement machine arrière après la rupture avec Staline, sous peine de perdre le soutien de la population paysanne (75 % de la population active).

sation forcée (dont les effets étaient effectivement aussi désastreux qu'ils l'ont été en URSS), toute leur politique (et c'est encore vrai aujourd'hui) a visé à inciter les paysans à une coopération avec le secteur socialisé, et si possible les inciter à lui céder leurs terres. Il s'agissait d'une part d'accorder des avantages sociaux et un soutien économique au secteur socialisé et aux coopératives, d'autre part d'empêcher le développement d'une bourgeoisie à la campagne. Les terres privées ne peuvent excéder 10 ha (et de fait l'immense majorité d'entre elles sont inférieures à 5 ha). De façon générale les petits producteurs artisans ou paysans sont soumis à une très forte imposition sur les moyens de production privés. Ils ne peuvent employer plus de cinq salariés. La part de ce secteur privé dans le produit social était de 27,8 % en 1958 et de 21,2 % en 1964 avec cette année là 73 000 personnes employées (contre près de 3 millions dans le secteur socialisé) (5).

● **Une planification centralisée bureaucratiquement** : elle était identique à celle de l'URSS jusqu'à la rupture. A partir des années 50, ses formes et ses moyens d'action différaient sensiblement : il a bien fallu expliquer la rupture et les dirigeants yougoslaves en trouvèrent la racine dans la dégénérescence bureaucratique de l'URSS. Mais celle-ci fut superficiellement ramenée à l'hyper-centralisme de la planification soviétique. Pour renforcer les assises sociales du régime après la rupture, les dirigeants yougoslaves introduisirent l'autogestion dans les entreprises (parallèlement à la décollectivisation en direction des paysans pauvres et moyens). Désormais ils allaient laisser jouer une certaine extension des lois du marché pour laisser un semblant d'autonomie aux entreprises et en réalité atomiser ainsi l'autogestion entreprise par entreprise. Formellement la planification de type soviétique était remise en cause ainsi que le monopole d'Etat du commerce extérieur (comme « preuve » d'une remise en cause du modèle stalinien qu'ils dénonçaient par ailleurs). Mais en substance, le contrôle des prix des principaux produits industriels, des services et matières premières, les règles auxquelles étaient soumis les échanges extérieurs, la centralisation des devises par les banques d'Etat, le contrôle du crédit et du système bancaire, la gestion des fonds centraux d'investissements, signifiaient pour la bureaucratie titiste des moyens de régulation de l'économie de même nature que la planification des pays de l'Est. Le marché pesait par contre déjà dans les fluctuations des revenus en fonction des résultats des « ventes » (6). L'autogestion était en fait

---

(5) Cf. les brochures de l'OCDE sur la Yougoslavie.

(6) Il est évident que le contenu socio-économique de ces « ventes » était différent selon que les prix étaient libres (pour les biens de consommation surtout) ou fixés, ou encore là où les « achats » étaient strictement réglementés par la politique d'investissement déterminée centralement. D'où de multiples aberrations dont la moindre n'était pas le fait que, du coup, les travailleurs des services dont le prix était fixé relativement bas (comme dans les postes) réclamaient une augmentation des tarifs publics pour pouvoir augmenter leurs propres salaires...

limitée non seulement par l'absence de liens entre les travailleurs des diverses entreprises, mais aussi par ce qu'il restait à « gérer » dans chaque entreprise : essentiellement (ce qui n'est pas rien) les conditions de travail (avec droit d'élire et de révoquer la direction de l'entreprise, gestion des bénéfices une fois payées les taxes obligatoires pour les divers fonds, droit d'embauche — les licenciements sans reclassements étant formellement exclus) (7).

Le taux de croissance du produit social a pu être en moyenne de 12 % par an entre 1947 et 1964 selon les comparaisons de la documentation françaises, il fut de l'ordre de 4,3 % pour les pays capitalistes développés, de 7,5 % pour les pays de l'Est, de 4,8 % pour les pays « en voie de développement ». Cette croissance industrielle importante allait accroître une série de contradictions que la réforme économique essaiera de résoudre.

### Le travail aliéné...

Pourquoi la réforme ? En gros, pour les mêmes raisons qui ont poussé aux réformes économiques dans les pays de l'Est : le caractère bureaucratique du système de planification, combiné à l'absence des « régulateurs » propres au mode de production capitaliste, se traduisait par une faiblesse organique de productivité du travail et une qualité insuffisante des produits (autant de faiblesses qui devenaient sources de tensions dès lors qu'un certain seuil de développement économique « extensif » était atteint). En d'autres termes : le travail restait « aliéné », les travailleurs ne dominant en rien le produit de leur travail qui leur devenait dès lors indifférent (8). En même temps, les contraintes du marché capitaliste ne pouvaient pleinement jouer pour pousser à une productivité plus forte : la gestion centralisée des fonds d'investissements, les prix fixés pour les principaux produits industriels et les services, et les limites au droit de licenciements étaient autant d'obstacles au jeu libre des lois du marché. Il est par exemple connu que de nombreuses entreprises yougoslaves « en faillite » (incapables de couvrir leurs dettes), continuaient à fonctionner **voire à augmenter les salaires** de leurs travailleurs.

---

(7) ...Mais existent en pratique moyennant le paiement d'un salaire minimum. Ceci dit, il semble que l'essentiel du chômage provienne surtout du non-emploi d'une nouvelle force de travail (jeunes, paysans) dans un contexte où l'on a poussé à des augmentations de productivité.

(8) Pour tous ceux qui imputent à tort à l'autogestion la faible productivité du travail, nous répondons que ce sont au contraire les *limites* de l'autogestion qui maintiennent les travailleurs dans ce rapport extérieur à leur travail et qu'une réelle démocratie ouvrière dans les entreprises conduirait à une approche totalement différente de ces questions (appréciations par les producteurs eux-mêmes de la meilleure organisation collective du travail remettant en cause des formes antérieures de division des tâches, etc.).

## Le contenu social technocratique de la réforme ?

Le contenu social de la réforme fut donc clair : le refus d'instaurer une véritable démocratie ouvrière ne pouvait conduire la bureaucratie qu'à s'appuyer sur les couches technocratiques dirigeant les entreprises et en général, à favoriser objectivement le développement de couches petites-bourgeoises et « aspirant-bourgeoises » (nous y reviendrons) tirant profit du développement du marché. Les mesures prises visaient dans l'ensemble à augmenter la « rationalité » et la productivité des entreprises par les mécanismes d'une concurrence accrue. Ceci impliquait libéralisation des prix, ouverture des frontières aux échanges internationaux, suppression des interventions centrales dans la détermination des investissements au profit de simples plans indicatifs (les théoriciens de la réforme soutenant le fameux dogme des économistes bourgeois libéraux selon lequel la libération totale du marché conduirait spontanément à un optimum social). En conséquence, le fonds central d'investissement a été démantelé au profit des fonds bancaires (le système bancaire se décentralisant) et des fonds d'entreprises ; les prix de nombreux produits industriels ont été libéralisés ainsi que les règles concernant les importations et exportations.

Parallèlement à ces mesures, la réforme allait aussi stimuler une certaine amélioration de la rentabilité du secteur privé et son extension au tourisme. On atténua la lourdeur des impositions pesant sur les moyens de production privés (en particulier les tracteurs).

Enfin l'économie s'ouvrit aux capitaux étrangers par la formule des entreprises « mixtes » où 49 % des capitaux pouvaient provenir des pays étrangers. Le but (en soi non hérétique) étant d'utiliser le capital étranger pour développer certaines régions et secteurs sous-développés de Yougoslavie, d'importer une technologie avancée permettant une augmentation de productivité de la production yougoslave. Les secteurs où ces capitaux pouvaient s'investir restaient sous le contrôle de l'Etat, les entreprises mixtes étaient normalement soumises à l'autogestion et les profits durement taxés et difficilement rapatriables (de même que les fonds investis) en fonction des règles portant sur le contrôle des devises. Ces limites sont apparues d'ailleurs comme peu encourageantes pour les investisseurs capitalistes et ont depuis lors été assouplies (en particulier par l'institution de comités mixtes de gestion certes soumis aux décisions des assemblées de travailleurs, mais dont on imagine assez bien que les représentants capitalistes y ont un poids important, nous ne disposons pas de bilans sur ce plan).

On verra que les principales sources de restauration du capitalisme ne provenaient pas du secteur explicitement bourgeois ou petit-bourgeois, ni même de pressions provenant du capital étranger investi en Yougoslavie (encore que tous ces éléments peuvent peser dans le même sens dans une situation de crise). Le principal danger provenait de la réforme appliquée

au secteur socialisé lui-même, provoquant son démantèlement. Mais avant de le voir, il faut comprendre ce qui a permis une telle avancée dans l'application de cette réforme, par différence avec les pays de l'Est.

## Quelles différences avec les voisins de l'Est ?

Les théoriciens de la réforme économique en URSS ou en Tchécoslovaquie (Ota Sik, en particulier) ont pu vanter tout autant ces principes « libéraux » (typiquement bourgeois, malgré leur vocable « socialiste »). Nous avons souligné par ailleurs pourquoi la même réforme avait été appliquée de façon moins systématique puis y compris gelée en URSS et dans d'autres pays de l'Est : principalement à cause des tensions sociales qu'elle impliquait dans la mesure même où elle aggravait les conditions de vie (augmentation du coût de la vie) et de travail (menaces de licenciements) des travailleurs (1). Les régimes bureaucratiques de l'Europe de l'Est sont pour des raisons historiques d'une rigidité extrême face aux tensions sociales. La façon même dont les bureaucraties ouvrières y sont arrivées au pouvoir (sans réelle révolution dans les pays du « glacis » et par une contre-révolution politique en URSS) exige une hypercentralisation à la mesure de l'immense usurpation de pouvoir qu'elles ont réalisée sur le dos des travailleurs. Mais en contre-partie, l'Etat/parti de ces pays est désigné comme le responsable immédiat de tous les maux aux yeux des masses de ces pays quand elles entrent en lutte sur des revendications y compris extrêmement élémentaires et « économiques ». La dynamique « transitoire » (de remise en cause du pouvoir politique) des revendications démocratiques et économiques y est donc considérable. C'est la raison profonde pour laquelle la bureaucratie de ces pays, lorsqu'elle a rencontré une résistance ouvrière (sinon une lutte) a reculé dans l'application de la réforme. L'exemple de la dynamique politique provoquée par son début de mise en œuvre en Tchécoslovaquie, et l'exemple des explosions en Pologne ont dû confirmer les bureaucrates soviétiques dans leur appréciation.

L'autogestion — et en réalité derrière elle la révolution yougoslave comme mobilisation populaire réelle ayant appuyé le pouvoir des dirigeants titistes — a donné au système yougoslave une beaucoup plus grande « élasticité » ou capacité d'absorption des conflits sociaux (ou encore une plus grande marge de manœuvre pour la bureaucratie au pouvoir, en même temps qu'une politisation plus grande que dans tous les pays de l'Est pour les masses). Depuis l'introduction de l'autogestion et d'une certaine décentralisation, il y a eu en Yougoslavie plus de 2 000 grèves recensées jusqu'à la réforme (et probablement autant sinon davan-

tage à la fin des années 60) (9). Mais ces conflits ont pu être résorbés cas par cas, rester localisés, avec comme cible principale non pas l'Etat/parti mais les directeurs d'entreprises et organes de gestion quand ils ne respectaient pas les décisions prises (en général en matière de salaires). Les « autorités » yougoslaves, sans mettre le droit de grève dans la loi, le reconnaissent en soulignant que les grèves montrent les carences de l'autogestion. Etudier les grèves, les tolérer, leur permet en fin de compte une meilleure appréciation des tensions sociales.

Un autre facteur qui se combine à cette caractéristique du système yougoslave pour expliquer l'application de la réforme est l'assimilation souvent faite en Yougoslavie entre lutte contre la bureaucratie et le stalinisme d'une part et décentralisation de l'autre : autrement dit, y compris dans l'opposition (du moins avant l'application de la réforme), les limites constatées à l'autogestion étaient uniquement attribuées à la centralisation (sans percevoir les nécessités et possibilités de formes de centralisation démocratiques, appuyées sur l'autogestion). Selon un point de vue de fait anarcho-libéral, les entreprises devaient donc être gérées « librement » cas par cas (avec dès lors comme seul lien possible entre elles quand on refuse le pouvoir d'Etat central, le marché). Ce point de vue a pu faire illusion y compris dans la classe ouvrière dans la mesure où la réforme s'est présentée aussi sous l'angle d'une attribution de fonds plus vastes à gérer au niveau des entreprises. Mais très vite ces fonds ont été absorbés non pour des investissements mais par des décisions d'augmentations de salaires rapidement compensées par les augmentations de prix ; et les travailleurs se sont retrouvés dès 1968 dans la situation antérieure avec une dépendance de leurs entreprises accrue envers le marché et envers le système bancaire décentralisé (à la place de la dépendance envers les fonds d'Etat), en même temps que se sont renforcées les tendances bureaucratiques au sein même des entreprises.

## **Comment se sont manifestées les tendances restaurationnistes ?**

● Le démantèlement de la planification et l'extension de l'influence du marché sur les grands choix de développement se sont accélérés entre 1965 et le début des années 70. Il y eut là une parfaite illustration de ce que les marxistes décrivent depuis Prébrazjensky, en parlant de l'antagonisme entre plan et marché, ou encore de la logique de développement à laquelle conduit la loi de la valeur comme régulateur des investissements en fonction des conditions de marché, divergeant de la logique de déve-

---

(9) Cf. Revue *IV<sup>e</sup> Internationale* de janvier 1971. Cf. aussi de nombreux articles de la presse yougoslave (*Borba* du 8.4.73 entre autres) et les enquêtes des syndicats yougoslaves à ce propos sur la base desquelles Nica Jovanov a publié un livre en Yougoslavie en 1973.

loppement rendue possible par la planification en fonction de choix déterminés consciemment (même de façon bureaucratique) (10).

Ce que n'ont pas compris les théoriciens de la réforme qui croyaient à l'harmonie spontanée entre plan et marché (11), ce que n'ont pas compris tous ceux qui nous font le reproche de « fétichiser » le plan, ce sont les rapports sociaux de production que recouvrent l'un et l'autre mode de détermination des investissements (et donc les forces sociales différentes qu'il favorisent). Certes, puisque le plan est déterminé centralement, son contenu dépend de qui le décide. Mais ce que rend possible un plan (appuyé sur une socialisation des principaux moyens de production), c'est une détermination *a priori* d'un certain nombre de besoins à satisfaire sans se soumettre (ce qui ne veut pas dire « sans en tenir compte ») aux critères de rentabilité immédiate en fonction des conditions de marché. C'est pourquoi des régions sous-développées, ou des services sociaux peuvent être volontairement soutenus dans le cadre d'une planification *a priori* (12), alors qu'ils sont sacrifiés par le marché qui accroît « spontanément » les inégalités (investissement se dirigeant là où les infrastructures existent déjà, là où l'écoulement des produits sera assuré le plus facilement, là où existe un marché favorable, c'est-à-dire dans les régions et secteurs les plus développés). Les dirigeants yougoslaves pouvaient toujours souligner dans leur plan « indicatif » l'importance de l'utilisation des ressources nationales en matières premières, de développer plus rapidement les régions retardataires, etc., en pratique l'extension du marché et l'ouverture au marché capitaliste mondial a conduit à l'accroissement des inégalités entre régions (et donc à l'aiguïssement des tensions entre nationalités), au sous-emploi des capacités productives du pays, au profit des importations, et à l'augmentation du prix des services. Il n'était plus question que chacun reçoive selon son travail : selon la position occupée sur le marché, les écarts de salaires pour un même travail fourni devenaient considérables. Et comme Préobrajensky l'avait prévu dans une vision futuriste pour l'URSS de la NEP (13), l'extension du marché devait favoriser le développement de forces sociales bénéficiant de positions privilégiées sur le marché et qui allaient exiger de pouvoir le faire sans contrainte et sans limites : en Yougoslavie il s'agissait d'une part des technocrates d'entreprises en position favorable sur le marché (secteurs de pointes, régions développées, entreprises d'import-

---

(10) Cf. le débat Préobrajensky/Boukharine. Cf. de nombreux articles de Mandel sur les sociétés de transition et en particulier « *Du nouveau sur la nature de l'URSS* » (Revue *IV<sup>e</sup> Internationale* de septembre 1970).

(11) Ce que n'a pas compris Dallemagne dans son soutien à Boukharine (Cf. entre autres dans *Construction du socialisme et Révolution*, chez Maspero).

(12) Et ces services sociaux (en particulier dans le domaine de la santé) sont incontestablement plus développés à l'Est que dans les pays capitalistes bien qu'ils le soient moins que ne le déciderait un véritable pouvoir des travailleurs.

(13) Cf. *La Nouvelle Economique*, (EDI), *De la NEP au socialisme*, (CNRS).

export) ; d'autre part de tous ceux qui se trouvaient à la direction des institutions financières qui avaient acquis une réelle autonomie et accumulaient sans contrôle un véritable capital financier sur la base de l'endettement des entreprises. Les critères qui, de plus en plus, guidaient les crédits alloués par les banques devenaient l'accumulation de fonds pour celles-ci, et par conséquent des critères de rentabilité immédiate d'où les distorsions croissantes entre les choix du Plan social et la réalité.

- Dans le même processus, la propriété socialisée des moyens de production se démantelait en véritable « propriété de groupe », médiation encore bâtarde vers la restauration de la traditionnelle propriété privée : dans la mesure où les fonds centraux d'investissement avaient été supprimés, les « entreprises » — et en réalité de plus en plus au sein des entreprises leurs organes de direction, au détriment de l'autogestion par les travailleurs — géraient leur propre politique d'investissement et parvenaient à accroître leurs revenus au détriment d'autres entreprises en position moins bonne sur le marché. Les principales décisions de gestion étaient de plus en plus prises par les organes soi-disant techniques où régnaient les « spécialistes », ingénieurs et cadres : ils n'avaient guère de mal à arguer des besoins de « rentabilisation » et de leurs « compétences » pour prendre seuls des décisions importantes ou s'arranger pour les présenter de façon si complexe aux travailleurs que ceux-ci se détournaient de tout contrôle réel.

- Enfin le chômage et le départ à l'étranger d'un million de travailleurs furent la conséquence de l'extension du marché et du démantèlement de la planification.

Les pressions idéologiques et sociales étaient considérables pour que le processus aboutisse à sa logique extrême : l'application sans réserve de la réforme, ce qui à notre avis signifiait la restauration capitaliste. Nous devons montrer quels étaient les pas qui restaient à franchir, à partir des revendications exprimées dans cette période par les forces restauracionnistes, puis en fonction des réactions qu'elles ont suscitées.

## **Un programme de transition... de retour au capitalisme**

Les pressions et revendications suivantes se sont manifestées aussi bien de la part des capitalistes étrangers et autres commentateurs bourgeois sur les « problèmes » de l'économie yougoslave, qu'au sein même de la presse officielle de la Ligue des communistes yougoslave pendant cette période. Il s'agissait des points suivants :

### **1. Les pressions pour l'extension du secteur privé.**

Elles ont pris appui sur les moyens et les objectifs officiels de la réforme pour en pousser la logique : quelle absurdité par exemple, d'escompter

une rentabilisation de l'agriculture privée en facilitant l'achat de tracteurs privés, si la limite des 10 ha était maintenue ! Le même raisonnement était développé pour la limite des cinq salariés embauchables dans une entreprise privée. Le développement du chômage était même pris pour argument en faveur de l'extension du secteur privé créateur de nouveaux emplois. Les idéologues n'ont pas manqué pour parler non seulement du marché « socialiste » mais aussi de la propriété privée « socialiste ».

## **2. Les pressions pour l'autorisation d'un véritable marché du capital.**

Si des formes de capital financier commençaient à s'accumuler, on sait aussi quelles sommes fabuleuses allaient se placer dans les banques suisses... Car les formes d'exploitation capitalistes ne pouvaient se développer en Yougoslavie que de façon limitée et frauduleuse (donc sans cesse menacées de répression possible et bientôt effectivement dénoncées comme on le verra). En théorie, dans la loi, nul ne peut dans l'industrie s'enrichir sans travailler, par le seul fait d'investir un capital rapportant une plus-value par le travail d'autrui. Il n'y a pas de « bourse » où se vendraient des actions en Yougoslavie (bien que la presse bourgeoise ait parfois pris ses désirs pour des réalités et confondu des formes de « participation » ou d'« obligations » existant effectivement — ou autres formes d'emprunts avec intérêt — avec des « actions »). Des intérêts perçus sur un prêt ne dépendent pas de l'ampleur du travail fourni dans l'entreprise qui a reçu le prêt, et s'éteignent avec le remboursement du prêt — quelle que soit sa forme. C'est la seule forme de placement possible en Yougoslavie. Et c'est ce qu'ont reproché maints « experts » bourgeois « théoriciens » pragmatiques du régime soulignant l'importance du « capital » disponible et non utilisé. Et c'est encore au nom de la sacré-sainte « rentabilité » que des idéologues ont aussi souligné qu'il serait tellement plus stimulant pour les managers d'entreprises d'être propriétaires des fonds qu'ils ont la « responsabilité » de gérer...

## **3. Les pressions pour la suppression de toute autogestion.**

Là encore, « l'efficacité » n'était-elle pas contradictoire avec les « lenteurs » de l'autogestion et ses « incompétences ? » Ne fallait-il pas laisser les mains libres aux « vrais » responsables de la gestion, aux managers. N'était-ce pas là le signe d'une économie développée, l'autogestion ayant sans doute été valable dans le passé ? Telles étaient les questions souvent posées par maints idéologues officiels. Le caractère « intolérable » des droits des autogestionnaires est également souligné dans les commentaires des experts de l'OCDE rendant compte des réticences des capitalistes à investir en Yougoslavie (14).

## **4. Les pressions pour une remise en cause de toute intervention de l'Etat dans la gestion de l'économie et pour son démantèlement.**

---

(14) Cf. la brochure de l'OCDE sur les investissements étrangers en Yougoslavie.

Cette exigence-là et le fait qu'elle se heurtait aux intérêts et positions acquises par toute une partie de la bureaucratie, a rendu la situation encore plus explosive en Yougoslavie. Elle commença à faire son apparition en 1971, lors du conflit avec les Croates. Là encore, les forces sociales qui poussaient dans ce sens s'appuyaient sur la logique de la réforme : celle-ci ne valorisait-elle pas la concurrence, l'enrichissement individuel, les égoïsmes locaux ? Il était donc normal que ceux qui obtenaient de meilleurs résultats sur le marché exigent de les conserver pour eux-mêmes et s'opposent à toute intervention de la fédération pour leur ôter une partie de leurs revenus. La pratique des dirigeants yougoslaves avaient été en effet sans cesse en contradiction avec les principes de la réforme : nombreuses étaient — de plus en plus — les interventions de contrôle des prix, de réglementation des importations, de création de fonds pour aider les régions sous-développées... autant d'interventions peu efficaces face au démantèlement du plan, mais essayant de contrecarrer les effets négatifs du marché qui se manifestaient de plus en plus, accroissant les tensions sociales. La Croatie est une des plus riches républiques, et le principal centre recueillant des devises (en particulier dans le secteur privé du tourisme). Les revendications qui se sont exprimées en 1971 furent d'abord de pouvoir garder ces devises et en général les revenus réalisés en Croatie même. Socialement, la classe ouvrière croate est restée largement en dehors du conflit. Les « Croates » qui ont avancé leurs revendications sous un vocable nationaliste étaient principalement les couches bourgeoises, petites-bourgeoises et technocratiques de Croatie (avec de profonds clivages en milieu étudiant entre les universités tournées vers le commerce et les autres), soutenues par l'Eglise, les organisations fascisantes oustachis et d'émigrés de droite. Une partie de l'appareil de la LCY a y compris pris la tête de ce mouvement en s'appuyant sur l'organisation nationaliste croate « Matitza Crovatska » pour renforcer ses propres pouvoirs politiques. Le seuil critique a été atteint, provoquant le tournant des vastes purges déclenchées alors, lorsque les nationalistes croates ont avancé la revendication de séparation de l'Etat croate, de sa participation à l'ONU et de sa totale autonomie dans l'établissement de relations avec les pays capitalistes voisins...

## Quelles réactions aux tendances restaurationnistes ?

Dès 1968 en réalité, les tensions sociales ont connu un accroissement considérable, précédent donc et stimulant le tournant des dirigeants titistes. C'est en soutien à la grève des mineurs de Slovénie que le mouvement étudiant s'est lui-même radicalisé (surtout à Belgrade, Ljubliana et Zagreb) lors d'un d'un « juin 68 » fortement influencé par le « Mai 68 » français avec ses assemblées générales, ses panneaux et débats passionnés, ses revendications d'« *autogestion de bas en haut* » ses manifestations anti-impérialistes lors de la venue de Nixon... Le mouve-

ment étudiant comme les syndicats dénoncèrent dans leur presse la tendance au développement de rapports capitalistes dans l'économie yougoslave. En particulier les « GGP » (entreprises de groupes de citoyens), formes de propriété de groupe, furent attaquées publiquement comme frauduleuses au regard de la loi car remettant en cause l'autogestion. Dans la presse syndicale en 70-71 transparaissait une véritable opposition à la politique officielle et lors d'une table ronde des syndicats organisée à Sarajevo en 1971 les principales conséquences de la réforme étaient dénoncées (15) : la question des licenciements, des formes de propriété de groupe, le développement de « puissances occultes » dans les banques et les entreprises d'import-export, les limites croissantes de l'autogestion avec le développement de forces technocratiques au sein des entreprises... Dans un discours retranscrit dans *Rad*, organe des syndicats (numéro de janvier-février 1972 en français), Tito évoquait l'opposition croissante des syndicats en termes sybillins : « *Certains vous ont reproché de faire un Etat dans l'Etat, d'avoir vos propres plans (...). J'ai souvent entendu dire et j'entends encore parfois dire que vous êtes contre le gouvernement, contre le pouvoir...* » Sans avoir de chiffre exact sur les grèves dans cette période, plusieurs commentateurs (en particulier de la revue *Praxis*) ont souligné leur nombre croissant, et la radicalisation même des syndicats reflétait en tout état de cause ces tensions sociales au sein des entreprises (16).

Lorsqu'en 1971 à l'ensemble de ces tensions menaçant la stabilité du régime s'ajoutent les tensions nationales (l'essentiel des pouvoirs de la fédération étant en réalité concentrée en Serbie, on comprend le contenu antibureaucratique que pouvait également comporter les tensions nationales), la direction titiste amorcera un revirement profond dont on peut cerner aujourd'hui plusieurs étapes et caractéristiques :

1) La répression de toutes les oppositions ouvertes par la répression envers les mobilisations croates en 1971 (17) et la reprise en main de la LCY appuyée sur une mini « révolution culturelle ». Entre 1969 et 1972, selon les statistiques officielles, la LCY perdra quelque cent mille membres (par démissions ou expulsions, dont de nombreux cadres). La répression touchera à la fois des courants « libéraux » qui ont eu le malheur de pousser à bout la ligne officielle trop longtemps, des courants centralisateurs dont toutes sortes ont dû être mis sous l'étiquette de « Komin-

---

(15) Cf. les publications par les syndicats yougoslaves de ces travaux.

(16) Il est évident que les syndicats yougoslaves sont plus perméables aux tensions sociales que tout autre « syndicats » des pays de l'Est. Le fait qu'ils organisent et publient eux-mêmes des statistiques sur les grèves et leurs rapports aux syndicats en est un exemple. Ainsi un des dirigeants syndicaux Nica Jovanov a-t-il publié un livre sur les grèves en Yougoslavie. Rendant compte de l'enquête des syndicats il souligne que dans 11,3 % des cas ceux-ci ont soutenu les revendications et la forme de lutte ; dans 44,5 % uniquement les revendications, dans 21,6 % ni les unes ni les autres et dans 22,6 % des cas ils n'avaient pas pris de position. Ce qui donne une certaine mesure de leurs liens aux travailleurs.

formistes » sans qu'on ait jamais fourni d'éléments concrets sur leurs liens à Moscou, des courants de gauche en particulier regroupé dans la revue *Praxis* (nous avons commenté et soutenu dans *Rouge et Inprecor* la longue lutte des enseignants de *Praxis* et des étudiants contre les mesures bureaucratiques les touchant). En octobre 1972, Tito envoie, par dessus les instances même du parti, directement une lettre adressée aux militants de la LCY et à la population afin d'impulser la lutte contre la corruption, contre les milliardaires et pour que la LCY soit purgée de tous ceux coupables de s'être abusivement enrichis. Pendant de longs mois, la presse et la télé regorgent de dénonciations et procès : (autant de boucs émissaires évitant de cerner les responsables de cette situation, mais quelles qu'en soient les limites certaines, une telle campagne avait une logique de coup d'arrêt à la réforme : à cette époque on a vu se multiplier les entreprises sans... directeurs ! On manquait de volontaires dans ces conditions ! De même, de nombreuses boutiques privées ont fermé leurs portes, leurs propriétaires préférant aller s'installer ailleurs plus tranquillement...

2) **L'élaboration d'une nouvelle constitution** débattue publiquement et adoptée en février 1973, complétée par les nouveaux statuts et le programme du X<sup>e</sup> Congrès de la LCY en 1974, renforçant le pouvoir d'Etat (17) :

- **La répression** de tous les courants oppositionnels s'est accompagnée d'un « réarmement » idéologique critique envers les positions antérieures et de l'exigence d'une discipline de parti comme élément de la recentralisation du pouvoir d'Etat lui-même. Le X<sup>e</sup> Congrès a réaffirmé l'exigence de la « dictature du prolétariat » (en l'occurrence dictature du parti) et une critique des thèses du VI<sup>e</sup> Congrès de 1952 (ou l'on remplaça la notion de parti par celle de ligue). Avant le congrès, Djilas fut l'objet d'attaques particulièrement virulentes qui le rendait responsable de bien les déviations ultérieures. Ceci étant Kardelj lui-même (le numéro 2 du régime, comme on dit) publia en février 73 des articles auto-critiques sur la façon dont il avait lui-même conduit à diluer la notion de prolétariat dans celle de peuple...

- **Parallèlement, l'appareil d'Etat se trouvait renforcé** : s'il prit formellement des formes plus fédératives (avec certaines institutions décentralisées au niveau de chaque République et une représentation plus égalitaire des nationalités), l'essentiel y fut le renforcement du poids de l'armée — une armée largement marquée par la lutte révolutionnaire des années de guerre et qui est un des garants les plus sûrs du pouvoir actuel aussi bien contre les tendances à l'éclatement de la fédération que contre des agressions « extérieures » — et d'une LCY censée être plus soudée.

● **Les liens de cet appareil d'Etat** avec les diverses « cellules » de la société yougoslave furent renforcés par la mise en place d'un nouveau système de « délégations ». Toutes les entreprises, bureaux et institutions sont divisées en « Organisations de base du travail associé » (OBTA) qui ont chacune leurs délégués aux chambres des communes et des républiques, parallèlement aux délégués des localités et aux délégués des organisations « socio-politiques » (LCY, Alliance...). Ces délégués doivent rendre des comptes devant ceux qui les ont élus et ils sont révocables par eux. Cette caricature de république des soviets, aux organes impulsés d'en haut et largement vidés de leur contenu de pouvoir révolutionnaire démocratique est assez typique du type de liens que parvient à « inventer » la direction titiste avec la population. Ce qui limite le contenu de ces délégations confirme notre propre programme en la matière :

a) elles s'arrêtent au niveau des républiques sans aller jusqu'aux pouvoirs centraux ;

b) les délégués devaient accomplir leurs tâches en plus de leur temps de travail de plus de 40 h... d'où en pratique une sélection sociale renforcée par les inégalités de niveau culturel : de nombreux délégués (66 %) sont des permanents, surtout dans les régions pauvres (92 % au Kosovo), ou encore des dirigeants d'entreprises ou des cadres hautement qualifiés (sur 4 889 membres des délégations communales, 4 077 ont une éducation supérieure et 68 sont ouvriers — dont 49 hautement qualifiés... (18) ;

c) le monopole politique de la Ligue limite d'autant la démocratie politique dans ces organes. Ceci se trouve renforcé par le droit qu'a la Ligue en tant que telle de déléguer ses propres membres dans les chambres correspondantes des organes d'Etat (en plus de ceux qui sont délégués par les OBTA et autres communautés de base).

**3. Un coup d'arrêt à la réforme économique et une certaine recentralisation** sur ce plan sous des formes originales sanctionnées par une « nouvelle loi sur le travail associé » voté en décembre 1976.

Dans de nombreux discours et écrits de dirigeants, des critiques explicites sont apparues dès le X<sup>e</sup> Congrès sur une certaine « sur-estimation » des effets du marché. Le crédit a été recentralisé, les fonds anonymes des banques supprimés, les tendances à la restauration capitaliste et à la formation de propriétés de groupe dénoncées. Quand on a l'habitude du seul langage des Brejnev et consorts, on s'étonnera sans doute d'entendre les dirigeants yougoslaves souligner que le socialisme est loin d'être encore réalisé chez eux et que la lutte des classes y est encore intense. Kardelj a même fourni des écrits théoriques sur ce que devrait être une véritable propriété sociale directement gérée par les

---

(18) Cf. *Yugoslav Survey*, de mai 1977.

producteurs associés, en quoi l'étatisation n'est qu'une forme de la propriété sociale qui maintient l'aliénation des travailleurs et en quoi le marché tend à établir une propriété de groupe qui dépossède également les travailleurs du contrôle du surproduit social (19). Mais il s'affirme en même temps que la Yougoslavie n'a pas atteint un seuil de développement suffisant pour réaliser cette propriété sociale, qu'il faut y tendre par le maintien mais la délimitation plus précise et du marché et des pouvoirs de l'Etat. C'est l'objet de la nouvelle loi que d'en préciser l'application. Disons tout de suite que malgré ses limites évidentes (la mise en place d'une planification totalement démocratique appuyée sur l'autogestion à tous les niveaux est renvoyée à des lendemains chantants et toujours dans une perspective qui maintient un pouvoir d'Etat extérieur aux conseils ouvriers et un monolithisme de parti), il s'agit d'une expérience considérable. Nous devons en suivre l'application et le bilan avec un intérêt soutenu (la mise en œuvre du nouveau système est seulement en cours de réalisation d'ici 1978) : disons simplement en deux mots qu'il introduit un dépérissement des valeurs marchandes en même temps que de l'Etat dans une série de domaines (principalement les services sociaux) par des accords autogestionnaires directs entre producteurs et utilisateurs de ces services (qui constituent par ce fait des « communautés d'intérêts » au niveau local, régional, national, sectoriel) : en particulier dans la santé, le développement des crèches, etc. En outre le plan social de développement s'efforce de prendre davantage en compte les besoins exprimés dans les plans locaux par un système d'accords, de contrats et de va-et-vient avant son adoption définitive. Les contradictions que nous pouvons dès maintenant et déjà prévoir de ce nouveau système seront les suivantes :

- Impossibilité d'une réelle prise en compte des besoins et d'une réelle responsabilisation des travailleurs dans les décisions de développement les plus globales et à long terme tant qu'il n'y aura pas :

- réduction massive du temps de travail ;
- formation permanente des travailleurs pour réduire les inégalités culturelles ;
- totale démocratie politique avec possibilité que les grands choix de développement fassent l'objet de débats politiques sur la base d'un pluralisme possible de points de vue. En l'absence de ces facteurs, les travailleurs continueront à ne s'intéresser qu'à la gestion de ce qui les concerne directement de façon immédiate et concrète (ce qui n'est déjà pas rien) : leur revenu individuel et leur consommation collective de services, sans être prêts à sacrifier ce type de choix pour des raisons d'entraide envers des régions moins développées, par exemple, et pour des investissements productifs à plus long terme.

---

(19) Cf. Kardelj : *Les Contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, éditions Anthropos. Etonnant...

- En conséquence il y aura maintien de la contradiction entre le caractère décentralisé de l'autogestion et le caractère social des moyens de production qui se double de la contradiction politique entre l'exigence profonde d'une démocratie ouvrière totale et le maintien d'un Etat largement extérieur aux producteurs directs et soumis au monolithisme de parti. En outre le caractère trop éclaté des « communautés d'intérêts » risque de maintenir les inégalités entre celles qui sont riches et celles qui le sont moins...

Quel est le degré de contrôle par les dirigeants titiste de la situation dans la perspective souvent commentée de l'après-titisme ? Les appels à la discipline sont encore fréquents. Mais on parle aussi de réintégrer les purgés. Un vaste système de « défense populaire » a été mis sur pied avec entraînement et fusil pour chacun. Il est certain qu'une intervention en Yougoslavie signifierait la lutte armée... Et les traditions sont fortes en matière de résistance... Les déséquilibres économiques subsistent et deviennent graves avec le retour important des travailleurs que la récession capitaliste renvoie chez eux : en l'absence de plan de développement intégrant la remise en cause du chômage par la diminution massive du temps de travail et sa distribution entre toutes les mains disponibles, la situation restera tendue et inacceptable. Nous ne pouvons pas détailler ici l'ensemble des mesures prises par les dirigeants yougoslaves pour tenter de résoudre ce problème et il n'y a pas encore assez de recul pour en juger l'application. Les résistances — en particulier dans le secteur bancaire — à la nouvelle politique sont très certainement à la mesure de l'éclatement antérieur et les mesures prises par trop bureaucratiques pour que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la lutte pour la construction de rapports socialistes. La « transition » au socialisme n'en sera que plus longue... mais le seuil de la restauration capitaliste n'a pas été franchi...

**Catherine Verla**

« La conséquence il y aura maintien de la contradiction entre le caractère démocratique de l'émancipation et le caractère social des moyens de production qui se double de la contradiction politique entre l'exercice pratique d'une démocratie ouverte totale et le maintien d'un État largement extérieur aux producteurs directs et soumis au contrôle étatique parti. En outre le caractère trop étatique des « communaux » ou « collectifs » tendra de maintenir les inégalités entre celles qui sont riches et celles qui sont pauvres... »

Quel est le degré de contrôle par les dirigeants titistes dans l'union dans la perspective social communiste de l'après-titisme ? Les après-titistes diraient que ce n'est pas encore le moment. Mais on parle aussi de réajustement des prix. Un vaste système de « réforme populaire » a été mis sur pied avec l'existence d'un État pour chacun. Il est certain qu'une intervention en Yougoslavie signifiait la perte de la vie... Et les tentatives sont faites en matière de résistance... Les déséquilibres économiques subsistent et deviennent graves avec le retour important des réfugiés que la révolution capitaliste trouve chez eux ; en l'absence de plan de développement on ne peut pas tenir le compte du chômage par la diminution massive du temps de travail et sa distribution entre toutes les zones disponibles, la situation se trouve tendue et insupportable. Mais on pourra par conséquent l'empêcher. Les mesures prises par les dirigeants yougoslaves à leur retour de l'étranger se résument en deux : à la fois assurer le travail pour un salaire et à la fois assurer le travail dans le secteur bancaire... Les tentatives de réajustement - en particulier dans le secteur bancaire - à la nouvelle politique sont très certainement à la mesure de l'échec de la révolution et les mesures prises par eux-mêmes pour que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la lutte pour la construction d'une société socialiste. En « transition » au socialisme il n'est pas possible de passer à la révolution capitaliste d'un pas de franchi.

Calvinista Voz